

BILAN CRITIQUE DE L'ANNÉE 68-69

Plutôt que de faire un bilan chronologique, nous prendrons les différents thèmes autour desquels se sont déroulées des luttes réelles l'an dernier, mais aussi ceux qui ont révélé nos carences ou nos erreurs.

I. — LES LUTTES MENEES L'AN PASSE DANS L'UNIVERSITE

1. — La lutte contre le premier plan d'austérité ?

On se souvient que l'an dernier les bourses du premier trimestre n'ont été payées qu'au cours du deuxième trimestre et que dans quelques villes (Montpellier) leur taux et leur nombre avait été considérablement réduits. Par ailleurs, des hausses de loyers en Cité U avaient été faites à Grenoble et Poitiers, et les tickets de Restau. U avaient augmenté, des fermetures de chaînes ont été tentées.

* L'action sur ce thème, décidée au Congrès de Marseille de l'U.N.E.F. (cf. Axes de luttes dans l'Etudiant de France. n° 5) s'est surtout développée dans les villes sus-citées, à Saint-Etienne et à la Sorbonne lors de l'occupation du rectorat ainsi qu'à Marseille et Dijon sur les Restau. U. En elle-même, l'action n'a été que relativement payante (augmentation des bourses à Montpellier, publication des critères d'attribution), mais l'expérience de ces luttes sera utile pour les batailles d'aujourd'hui ; de plus, elles ont largement contribué à établir le rapport de forces à partir duquel s'engagent les luttes aujourd'hui et sur lequel nous reviendrons en conclusion ; en somme, ces luttes ont freiné considérablement la rentabilisation des Oeuvres et obligé l'administration à se chercher des alliés au sein même des étudiants : les réformistes intégrés à la Commission Mallet (F.N.E.F.,

C.L.E.R.U., et autres « U.N.E.F.-Renouveau »).

2. — La lutte contre la répression et le maintien des libertés conquises en Mai (réunions, affichage, etc.).

Les libertés politiques (tracts, affiches réunions, locaux), de fait, les libertés de circulation dans les cités, n'ont été réglementées de façon restrictive en général, mais il est évident que des offensives contre les C.A. U.N.E.F. et leurs locaux, et leurs affiches, seront entreprises là où l'administration sentira ou cherchera à voir si elle peut se le permettre.



Le 11 mars : UNEF solidaire des travailleurs

La répression préparée dès le premier trimestre par des campagnes de presse gigantesques a été bloquée dans les facultés soit qu'elle n'ait pas trouvé de prétexte (I.U.T. Poitiers), soit, le plus souvent, qu'elle n'ait pu trouver la force de s'exercer (Nice, Lettres), soit qu'elle ait été cassée par l'utilisation conjuguée du mouvement de masse et la législation (Rectorat Sorbonne). Le mouvement étudiant peut mobiliser sectoriellement (une fac. en province, une discipline à Paris) contre la répression, c'est suffisant pour bloquer, un processus de répression en masse qui était pourtant préparé et rendrait dangereuse toute participation à une action quelle qu'elle soit.

3. - Le boycott des élections Faure : Ce fut l'an dernier le grand terrain d'affrontement entre Edgar Faure et l'U.N.E.F.

La participation a fait illusion au niveau de l'opinion publique, mais son impact sur la masse étudiante aux illusions réformistes est resté limité (on peut toujours essayer) et s'est dégradé en de nombreux endroits où les commissions paritaires se sont pitralisées ; liquider la participation (comme illusion réformiste) au-dedans et au-dehors de l'Université est un axe stratégique capital pesant lourd dans le rapport de forces. Sur le plan objectif le résultat est à **terme nul** pour le pouvoir car, malgré l'U.N.E.F.-Renouveau, l'extrême gauche dans l'U.N.E.F. n'a pas été coupée de la masse, tout au plus s'est-

elle quelque peu isolée faute d'initiative et d'explication suffisantes. De plus, à part les délégués de l'U.N.E.F.-Renouveau-P.C.F. qui ont une ligne à peu près cohérente, expression politique du réformisme de gauche, le reste des délégués étudiants ne représentent quasiment qu'eux-mêmes et ne peuvent nullement garantir qu'ils feront accepter ce qu'ils ont négocié.

II. — NOS FORCES ET NOS FAIBLESSES

— **Nos faiblesses** : les forces du pouvoir.

* Nombreuses exclusions dans les lycées et dans quelques Grandes Ecoles en fin d'année.

* Le pouvoir a repris l'initiative, c'est lui qui a choisi le lieu et le moment de ses interventions.

* Tout un marais étudiants et enseignants ayant suivi le mouvement de Mai sont apparemment neutralisés et calmés (en tout cas ne sont pas encadrés par la gauche étudiante), et ne réagissent que conjonctuellement et sectoriellement à des mesures du pouvoir : pas de solidarité en chaîne contre la répression, la suppression du 1er cycle de Socio., etc, ce marais aux illusions réformistes a assez bien voté et se trouve représenté par des délégués dans de nombreuses facultés (Médecine Lille, Pharmacie, Droit). Le P.C.F. tente à le représenter en respectant des conventions favorables au pouvoir : dialogue courtois dans les commissions paritaires, petites négociations

secrètes et arrangements avec l'administration donnant-donnant.

* La droite étudiante et enseignante craint beaucoup moins de s'exprimer au grand jour. L'extrême droite encore faible a mené quelques provocations minorisantes pour l'extrême gauche (Montpellier, lycées).

* Aux yeux de l'opinion la participation fonctionne et les examens ont été passés. Le mouvement étudiant après avoir été isolé est beaucoup moins suivi donc moins dangereux politiquement.

* Les groupuscules sont assez divisés et théoriquement ou pratiquement, peu d'entre eux investissent leurs forces dans l'U.N.E.F.

— **Nos forces** outre les actions menées :

Le fonctionnement de l'institution (méthodes d'enseignement, contrôle des connaissances, programmes) est d'une diversité considérable, produit à la fois des pratiques traditionnelles d'avant Mai et réformettes acceptées par les profs. Cette diversité de pratiques gênantes pour homogénéiser les objectifs immédiats de lutte, l'est encore plus pour le pouvoir dès lors qu'ayant l'initiative il doit de plus transformer l'institution pour l'adapter aux besoins de la reproduction élargie de la force de travail et de la fonction politique que recouvre cette fonction sociale. En effet, le moindre décret sur les modalités du contrôle des connaissances, la répartition horaires d'enseignement et de T.P., les méthodes d'enseignement, le

taux de sélection, ne peut que provoquer des réactions compte tenu qu'il met en cause un statu-quo précaire entre profs et étudiants réalisé par conflits-dialogues successifs. De plus, cette pratique des négociations directes profs-étudiants malgré son caractère réformiste fait bien sûr double emploi, mais plus efficacement avec les commissions paritaires.

Une prise de conscience collective accumulée à une conscience de la force de l'action collective et d'une solidarité étudiante dépassant largement le cadre de l'amphi ; une expérience de l'action collective, des militants en assez grand nombre ne craignant pas les affrontements, liés très souvent à des groupes d'extrême gauche et à l'organisation de masse étudiante, tels sont **les acquis principaux de Mai** qui pour plusieurs années maintiendront un rapport de forces dans lequel le pouvoir doit constamment tenir compte des étudiants et de leurs organisations.



L'occupation du rectorat, jeudi 23 janvier 69

Enfin, pour la première année, des actions de contestation du contenu idéologique de l'enseignement ont été menées, mettant en cause la fonction politique de

l'Université par l'idéologie qui y est diffusée.

III. — LES AUTRES FORCES DANS L'UNIVERSITE

1. — **Les enseignants** : En grande partie humaniste le corps enseignant s'est rallié après Mai à un réformisme capitaliste, pourvu qu'il respecte certaines conditions :

* respect des situations en place

* respect de l'autorité de ces enseignants. Cette couche opposée au Plan Fouchet est donc devenue alliée du pouvoir contre les étudiants.

a) Les couches

— **Les professeurs libéraux et conservateurs**, mandarins, ont retrouvé une grande partie de leur autorité, mais pas toute, loin de là, sur leurs subordonnés. Des contradictions s'y développent dès que se posent des problèmes de réformes des structures, des programmes, etc. En général, ces conflits nous intéressent peu, mais parfois il faut les exploiter (lorsqu'il y a affrontement entre enseignants progressistes et enseignants réactionnaires de façon critique, nous devons soutenir les enseignants progressistes pour que réciproquement ceux-ci nous soutiennent, sinon ils seront battus et éliminés : nous avons bien sûr intérêt à maintenir le maximum de contradictions au sein du corps enseignant), lorsque c'est au sujet de la nomination des enseignants.

— **Les assistants et maîtres assistants** ont été

bénéficiaires de Mai, leurs pouvoirs se sont accrus, le gouvernement peut encore chercher à les conquérir malgré les mandarins par des concessions plus grandes parce que techniquement ils sont plus efficaces et politiquement parce qu'ils sont **réformistes**. Dès lors, leurs conflits d'autorité avec le mandarins ne sont pas des conflits relevant de la lutte de la classe ouvrière, mais des conflits au sein d'une couche salariée de la bourgeoisie et dans chaque cas seule une analyse des thèmes et des revendications des assistants permettra aux militants d'intervenir ou non ; dans le cas où ce serait oui, des concessions de la part des assistants devront être exigées en échange du soutien étudiant. Au contact permanent des étudiants, soumis encore à un despotisme mandarinal, les assistants constituent une couche d'alliés potentiels du mouvement étudiant au sein de laquelle l'hégémonie de l'extrême-gauche n'étant pas encore établie, avec laquelle par conséquent il importe d'avoir des rapports en situation de direction des luttes et non pas de suivisme.

— **Les moniteurs** issus récemment du milieu étudiant doivent faire l'objet d'un travail politique d'autant plus insistant et non antagoniste (sauf si le moniteur est réactionnaire) :

1) Que leur statut juridique et économique n'étant pas reconnu par un salaire et une titularisation.

2) Qu'ils sont susceptibles d'évoluer politiquement

compte tenu justement de l'incertitude de leur statut.

b) Les positions de classe

— Les enseignants réformistes ou sociaux démocrates constituent une frange bien plus dangereuse que les enseignants réactionnaires, car ils se présentent en hommes de gauche-socialistes, alors qu'ils ne sont que la caution de la gauche ou même les substituts de l'administration bourgeoise. La lutte contre eux devra être permanente tant pour dénoncer leur pratique politique. Ceci tout en tenant compte de ce qu'ils offrent au milieu étudiant une expression cohérente à « idéologie pleine d'illusions réformistes ». C'est donc par le débat et par une pratique longue et conséquente que nous arriverons à ce qu'ils se dévoilent eux-mêmes en refusant l'action ou en *tenant de* la dévoyer. Une dénonciation globaliste hors d'une situation concrète ne pourrait qu'isoler les militants de la masse ce qui est l'inverse de ce qui est souhaitable.

— Les enseignants d'extrême-gauche ne sont pas parfaits, ni comme militants ni comme enseignants ; le seul fait d'assumer leurs fonctions qui sont celles de l'institution les en empêche ; ce sont toutefois des alliés essentiels pour le mouvement étudiant (la lutte contre la répression l'a bien montré en février 1969). C'est pourquoi une attitude sectaire vis-à-vis d'eux est une erreur grave ; c'est un soutien critique et résolu que nous devons leur apporter chaque fois qu'ils sont menacés le moins du monde,

et cela pourrait bien devenir fréquent puisque des décrets répressifs ont été édictés par Faure l'an dernier, donnant aux recteurs des pouvoirs arbitraires. Il importe d'obtenir d'eux, en échange de ce soutien vis-à-vis de leurs supérieurs ou de l'administration, la possibilité d'intervention dans leurs amphis, chaque fois que cela paraît nécessaire.

2. — Les chercheurs scientifiques:

On y retrouve les mêmes divisions que chez les enseignants, mais, n'ayant pas les mêmes fonctions sociales et politiques que les enseignants, ils n'affrontent pas les étudiants, et constituent un milieu allié plus facile à radicaliser. En même temps, le S.N.C.S. est à terme condamné à subir les mêmes clivages que l'U.N.E.F. et le S.N.E.Sup., clivages apparus, mais non tranchés jusqu'à présent, ce qui permet au S.N.C.S. de jouer un rôle intermédiaire entre nous et le P.C.F. lorsque l'unité d'action se justifie.



Les besoins du capitalisme français face à la concurrence américaine devraient amener le pouvoir à accélérer la main-mise du patronat sur la recherche publique ce qui devrait radicaliser et accélérer les clivages dans ce milieu, clivages faisant naître une

force consciemment anti-capitaliste et se posant en alliée de la classe ouvrière au sein du S.N.C.S. ; conscient de cette perspective le pouvoir aura intérêt à favoriser la prise en main du S.N.C.S. comme du S.N.E.Sup. par les éléments réformistes qui sont sa caution de gauche et il n'est pas exclu que cette bataille s'engage rapidement, les échéances économiques étant pressantes. Cette lutte en perspective, ne permettra pas, à moins de renouveler les erreurs d'Herzberg, à la direction du S.N.C.S., d'apporter un soutien inconditionnel aux étudiants et à l'U.N.E.F. lorsque nous mèneront des combats difficiles. Sachons-le pour ne pas nous faire d'illusions sur cet allié pourtant sûr.

3. — Le personnel administratif et technique des Universités et des Oeuvres universitaires :

Nous ne ferons pas d'analyse de ces couches de fonctionnaires, mais noterons seulement la nécessité politique minimum de tenir ce personnel salarié au courant de nos luttes, de nos moyens d'action et d'obtenir au moins sa **neutralité**. Notre solidarité lorsque ce personnel est en grève doit s'exercer systématiquement si nous souhaitons la réciprocité, ce qui n'a été que rarement le cas jusqu'à présent.

CONCLUSION

Nous ne partons pas de rien, loin de là ; la prudence du pouvoir, qui diversifie ses mesures d'austérité pour nous diviser le montre bien.

Mais nous ne devons pas nous illusionner sur nos forces ; deux idées principales doivent nous guider :

1. — Faire de l'U.N.E.F. une organisation de masse, intégrant dans les luttes des étudiants ayant des illusions sur la participation, la neutralité de l'Université, etc.

Ne pas laisser ces étudiants aux réformistes de tous poils qui veulent s'en faire une masse de manoeuvre pour finalement les détourner de la lutte.

2. — Rompre l'isolement du mouvement étudiant en pesant autant que possible là où se situe réellement

l'affrontement entre les travailleurs et la bourgeoisie, de façon à montrer ce qu'est réellement l'U.N.E.F. : **l'organisation des étudiants alliée de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste.**

(L'ETUDIANT de France - Nouvelle Série N° 1, Octobre 1969)